

**Comité local du pays d'Aix en Provence pour la défense  
et le développement des services publics**

# **URGENCES HÔPITAL**

## **Nous nous adressons à vous pour débattre de la situation de l'hôpital.**

Vous êtes usager de ce service public et l'Agence régionale de santé (ARS) doit tenir compte de votre avis.

Nous pensons que le service public est d'une grande utilité sociale, qu'il faut le défendre et l'améliorer.

Au service des gens dans la santé, l'éducation, l'énergie, la protection sociale,... il a permis à la fin de la dernière guerre, alors que le pays était en ruine, d'assurer l'accès pour tous à ces services, sur des bases égalitaires, avec une grande qualité et des prix maîtrisés.

Ce pacte social français nous préserve, dans cette période difficile, en grande partie des effets de la crise financière dont nous ne sommes pas responsables.

## **Mais le service public, le secteur santé et hospitalier sont menacés de toutes parts.**

Les réformes successives de l'hôpital, dont la loi « Bachelot », ont éloigné son fonctionnement de ces objectifs fondamentaux en lui imposant une logique financière qui génère de grandes difficultés pour accéder au droit à la santé et des inégalités sociales profondément injustes.

L'hôpital manque cruellement de moyens humains et matériels. (La Cour des Comptes consacre 5 chapitres aux hôpitaux pour... économiser !). Et le budget 2014 impose un nouveau tour de vis sur les dépenses de santé.

Pourtant, **il s'agit de garantir un droit fondamental à la santé** pour les citoyens.

Pour cela, nous avons besoin d'égalité. Ce qui nécessite que les services publics soient accessibles et de proximité et qu'ils soient assurés en permanence sur tout le territoire. C'est par une vraie solidarité que l'on peut y parvenir, le financement étant établi selon les moyens de chacun et redistribué selon les besoins.

Ces principes nous guident pour résister aux politiques de démantèlement des services publics.

## **Qu'en pensez-vous ? Que peut-on faire ensemble ?**

Les signataires dans le pays d'Aix, sont des citoyens, des élu(e)s, des organisations associatives, syndicales et politiques. (ATTAC, CGT-UL/AIX, CGT-POSTE, CGT/SANTE, FASE, FSU, LDH, NPA, PCF, PG, EELV, VSP, UEC-JC).

Contacts : Agnès Daures - [agnes.daures@orange.fr](mailto:agnes.daures@orange.fr) – 06 25 49 24 18 -/ -Luc Foulquier - [foulquier.luc@wanadoo.fr](mailto:foulquier.luc@wanadoo.fr) - 06 08 73 20 24

## Quelques informations sur la situation dans l'hôpital

Les usagers et les salarié(e)s sont victimes d'une logique comptable des dépenses. Se soigner coûte de plus en plus cher.

L'agence nationale de santé poursuit une politique de restrictions au prétexte des « déficits publics », sans concertation, ni évaluation des besoins réels des gens (déjà 657 millions d'économie dans le budget 2013 de la sécurité sociale !).

Des hôpitaux sont en cessation de paiement !

Ici la fusion avec l'hôpital de Pertuis, a été faite autoritairement sans prendre en compte les réalités : par exemple, les 70 000 habitants du secteur Pertuis-Cadenet ont besoin d'urgences, de maternité, de proximité ; cependant ils se déplaceront sur Aix ou Marseille !

Les urgences aixoises sont engorgées. Les malades s'entassent dans la salle d'attente trop exigüe et inconfortable. Il manque de lits pour accueillir les patients.

La durée d'hospitalisation réduite au minimum entraîne des retours aux urgences.

Les délais d'attente augmentent, ainsi que les demandes de rendez-vous.

Les personnels soignants et non-soignants travaillent, avec un grand dévouement, dans des conditions indignes de notre temps ; par manque de moyens humains et financiers, ils accumulent des centaines d'heures supplémentaires non payées et des salaires déjà « indignes » sont gelés !

C'est pourquoi nous vous informons et vous demandons de nous signaler vos difficultés.

On retrouve cette situation dans les hôpitaux d'Aix en Provence et dans tout le pays (Paris, Roubaix, Strasbourg, Grenoble... pas une semaine sans qu'un hôpital ou un service d'urgence ne tire l'alarme !). Les baisses d'effectifs, de budgets, de suppressions d'hôpitaux se multiplient.

Nous savons ce que nous risquons de perdre : **le droit à la santé**. Aussi nous vous appelons à la mobilisation pour défendre l'hôpital public. Il faut noter que nous demandons depuis avril 2013, à M. Bouffier, directeur de l'hôpital, de nous recevoir pour un échange ! Sans réponse à ce jour ?

### Exemple d'organisation de l'austérité

L'activité hospitalière augmente de 5% par an et les budgets de 2 % à 2,5%, d'où l'endettement massif, la tarification à l'activité, la diminution des effectifs et des lits.

On regroupe pour faire des économies et le service de proximité, essentiel en santé publique, n'est plus assuré. Alors on oriente vers le privé les secteurs qui rapportent et coûtent le plus cher ; les dépassements d'honoraires provoquent des renoncements aux soins.

**LA SANTÉ EST NOTRE RICHESSE,  
ELLE A UN COÛT, MAIS ELLE N'A PAS DE PRIX.**